

Service instructeur
Direction des Finances

1^{ère} **Commission** -N°CG 2014-3-1-2

Service consulté

COMPTE ADMINISTRATIF 2013

Résumé : Le compte administratif de l'exercice 2013 fait apparaître au budget principal (mouvements réels et d'ordre) des dépenses à hauteur de 952,45 M€ et des ressources d'un montant de 1 008,82 M€, pour obtenir un résultat excédentaire cumulé de 56,37 M€ (dont 2,46 M€ correspondant au résultat de la seule année 2013).

Le Département a maintenu ses investissements opérationnels à hauteur de 129,7M€ (hors mouvements financiers), ce qui correspond à un effort significatif en faveur de l'économie et de l'emploi dans notre territoire, tout en limitant le recours à l'emprunt à 60 M€. Le volume total des recettes d'investissement s'est élevé à 136,2 M€, dont 37,9 M€ liés à des opérations de crédit revolving.

Le volume des dépenses de fonctionnement de 575,58 M€ est en augmentation de 1,7 % avec, notamment, un accroissement des dépenses sociales de 10,5 M€.

Les recettes de fonctionnement de 650,24 M€ affichent, par contre, une baisse de 1,8 %, soit -12,1 M€ en raison, notamment, d'une chute des droits de mutation de 7,6 M€.

SOMMAIRE

Compte Administratif 2013

INTRODUCTION	p. 3
1. LA SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT	p. 4
1.1. LES RESSOURCES.....	p. 4
1.1.1. La fiscalité directe et les dotations afférentes	p. 5
1.1.2. La fiscalité indirecte	p. 6
1.1.3. Les dotations de l'Etat.....	p. 7
1.1.4. Les autres recettes (hors emprunt).....	p. 7
1.1.5. L'emprunt.....	p. 7
1.2. LES DEPENSES	p. 8
1.2.1. Les dépenses d'investissement	p. 9
1.2.2. Les dépenses de fonctionnement.....	p. 11
1.2.3. L'autofinancement	p. 14
1.2.4. La situation des AP	p. 15
2. DETERMINATION DU RESULTAT	p. 15
2.1. LES RESTES A REALISER.....	p. 15
2.2. LE SOLDE D'EXECUTION.....	p. 15
3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE	p. 16
3.1. BUDGET PRINCIPAL	p. 16
3.2. BUDGET ANNEXE.....	p. 17
3.3. VOLUME GLOBAL.....	p. 18
CONCLUSION	p. 18

INTRODUCTION

Le compte administratif 2013 est marqué par des charges de fonctionnement qui progressent de 1,72 %, contre 2,35 % en 2012, l'augmentation la plus significative se situant au niveau des allocations RSA (+11,5 %).

Les recettes de fonctionnement, a contrario, subissent une baisse de 1,8 %, ce qui a pour effet de contraindre notre niveau d'épargne.

Les dépenses d'investissement, qui contribuent au développement économique et social de notre territoire, s'élèvent à 208,35 M€.

L'exécution budgétaire 2013, que je soumets à votre approbation, permet aussi de relever des indicateurs soulignant la qualité de notre gestion financière :

- un niveau d'exécution toutes sections confondues performant, avec un taux de consommation de :
 - 93,1 % pour les dépenses,
 - 99,8 % pour les recettes,
- un partenariat et un équilibre financier maintenus :
 - avec un niveau de subventionnement accordé aux tiers qui atteint 45,38 M€ en investissement et 33,74 M€ en fonctionnement,
 - avec des investissements opérationnels réalisés à hauteur de 130,89 M€,
 - avec des travaux réalisés pour le compte de tiers qui se sont élevés à 4,25 M€,
 - avec un recours maîtrisé à l'emprunt de 60 M€,
 - et avec un résultat cumulé excédentaire de 56,37M€.

1. SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

1.1. LES RESSOURCES

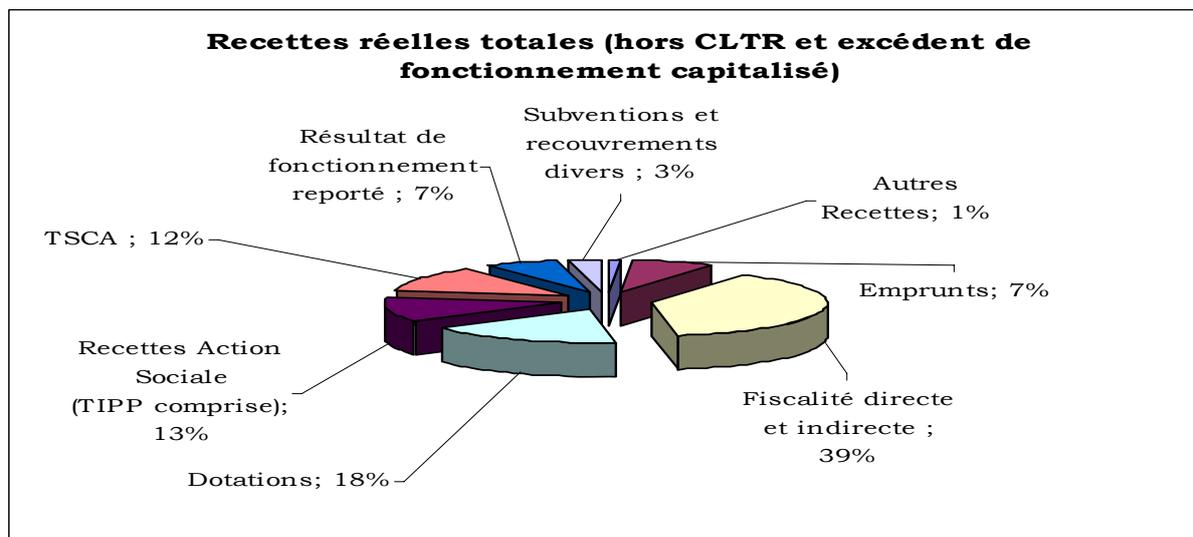
Le compte administratif de l'exercice 2013 affiche un volume global de recettes réelles de 877,3 M€, en augmentation de 2,5 % par rapport à l'exercice précédent (855,9 M€).

Ces ressources, outre les résultats reportés, se scindent entre la section de fonctionnement (650,2 M€) et la section d'investissement (136,2 M€).

Les ressources du département se décomposent comme suit :

en M€	2009	2010	2011	2012	2013
Résultats de fonctionnement N -1 reporté	23,7	20,4	24,1	45,6	53,9
Total recettes réelles de fonctionnement	592,2	620,9	641,3	662,3	650,2
Fiscalité directe	283,6	288,6	233,6	247,3	251,8
Fiscalité indirecte	50,2	59,5	70,3	68,6	60,5
Dotations	129,9	130,8	131,2	131,0	130,6
Recettes action sociale (y compris TIPP)	87,5	100,6	96,8	105,0	100,7
TSCA taxe conventions d'assurance	31,1	30,5	89,5	101,7	97,8
Divers	9,8	10,9	20,0	8,7	8,8
Total recettes réelles d'investissement	192,7	188,8	161,4	125,1	136,2
Emprunts	95,0	93,2	70,0	39,8	60,0
Dotations	28,8	18,5	17,4	17,4	13,9
Subventions et recouvrements divers	25,5	22,4	23,2	26,4	24,4
Crédit Révolving	43,4	54,7	50,8	41,5	37,9
Solde d'exécution N-1 reporté	76,4	29,2	23,3	22,9	37,0
RECETTES TOTALES	885,0	859,3	850,1	855,9	877,3

Présentation de cette décomposition par typologie :



1.1.1. La fiscalité directe et les dotations afférentes (251,8 M€)

Le produit des **contributions directes de 218,1 M€** est constitué, outre les rôles supplémentaires et complémentaires (0,3 M€), du produit du foncier bâti (108,8 M€), de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE, 82,9 M€), de l'Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau (IFER, 4,4 M€) et du Fonds National de Garantie Individuel des Ressources (FNGIR, 21,7 M€).

Dans ce panier fiscal, le Département conserve uniquement le pouvoir de fixer le taux du foncier bâti. Le produit de cette imposition progresse de 3,1 M€ en 2013, bénéficiant exclusivement de l'effet des bases, le Département n'ayant pas voté d'augmentation de taux en 2012.

La CVAE, perçue à hauteur de 48,5 % par le Département, d'un montant de 82,9 M€ (soit + 4,7 %) découle de l'ensemble des opérations comptabilisées en 2012. Ce montant correspond en effet à la somme des deux parts : la CVAE réellement imposée au profit du Département de 61,8 M€ et la CVAE dégrèvée par l'Etat de 21,1 M€.

A titre d'information, la part de la CVAE exonérée à l'initiative du Département, qui représente ainsi notre marge de manœuvre, s'élève en 2013 à 0,1 M€, soit 0,2 % du produit de l'année.

En ce qui concerne la fraction départementale des IFER, elle reste quasi stable en 2013, soit 4,4 M€ contre 4,1 M€ en 2012.

Pour la deuxième fois, le FNGIR a fait l'objet d'un léger ajustement pour s'établir à 21,7 M€ (-0,1 M€).

Le montant de la **Dotations Compensation Réforme Taxe Professionnelle (DCRTP)** s'élève, quant à lui, à **28,0 M€**.

On observe à cet effet que les recettes fiscales d'avant la réforme sont remplacées à hauteur de 49,7 M€ par un produit de dotations, DCRTP et FNGIR, sans aucune possibilité d'évolution et qui seront désormais même en baisse en valeur réelle du fait de l'inflation.

Evolution de la fiscalité directe locale (M€)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produit fiscal (731)	214,8	242,4	250,1	264,3	276,9	281,9	198,3	211,9	218,1
dont contributions directes et assimilées							176,4	190,0	196,4
dont FNGIR (montant figé sauf régularisations)							21,9	21,8	21,7
	+ 8,1 %	+ 12,9 %	+ 3,2 %	+ 5,7 %	+ 4,8 %	+ 1,8 %	- 29,6 %	+ 6,8 %	+ 2,9 %
Dotations compensation réforme TP (montant figé sauf régularisations)							28,5	29,2	28,0
Allocations compensatrices	10,2	9,6	9,2	7,6	6,8	6,7	6,7	6,2	5,7
	+ 1,0 %	- 5,9 %	- 4,2 %	- 17,4 %	- 11,0 %	- 0,5 %	+ 0,1 %	- 7,7 %	- 8,4 %
Produit fiscal global	225,0	252,0	259,3	271,9	283,6	288,6	233,6	247,3	251,8
Evolution du produit	+ 7,7 %	+ 12,0 %	+ 2,9 %	+ 4,9 %	+ 4,3 %	+ 1,7 %	- 19,1 %	+ 5,9 %	+ 1,8 %
Montant des allocations/dotations réforme fiscale	10,2	9,6	9,2	7,6	6,8	6,7	57,2	57,2	55,4
Poids des allocations / dotations dans le produit fiscal	4,5 %	3,8 %	3,5 %	2,8 %	2,4 %	2,3 %	24,5 %	23,1 %	22,0 %

Le montant total des **allocations compensatrices**, destinées à compenser les exonérations et dégrèvements accordés par l'Etat en matière d'impôts locaux, diminue de 8,4 % pour s'établir à **5,7 M€**. La part des dotations et allocations liées à la fiscalité directe représente ainsi 22 % en 2013.

Pour mémoire, l'évolution négative en 2011 du produit de la fiscalité directe s'explique par la réforme de la fiscalité. En échange d'impôts directs, l'Etat a transféré aux départements, outre des dotations, sa part de DMTO (3 M€ environ) ainsi que la nouvelle part de la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA, 59,1 M€ en 2011). Cette dernière a atteint 62,9 M€ en 2012 (+ 6,4 %), puis 63,2 M€ (+4,8 %) en 2013.

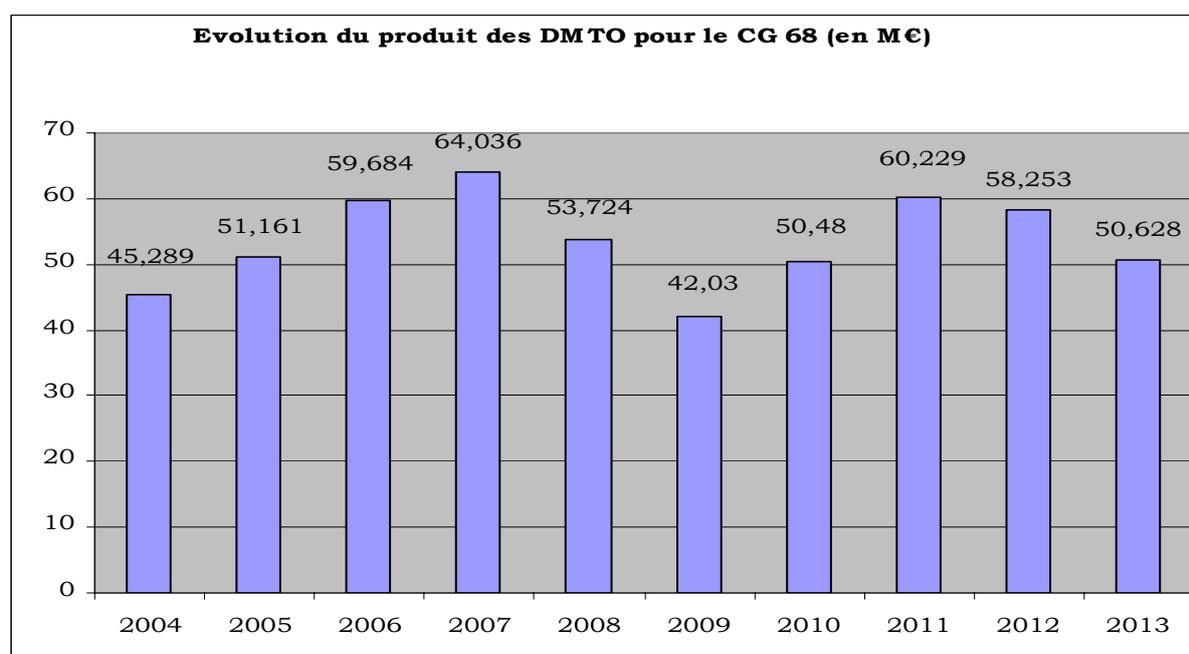
1.1.2. La fiscalité indirecte (60,5 M€)

La tendance à la hausse, amorcée en 2010 et 2011 pour retrouver un niveau global quasi similaire à celui de 2007, s'estompe légèrement en 2012 puis brutalement en 2013.

A l'intérieur de cet agrégat, le produit des taxes d'urbanisme (la taxe d'aménagement se substituant à la taxe sur les espaces naturels sensibles et la taxe du conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement) recule sensiblement, soit de 3,4 à 2,6 M€ en 2013. La taxe sur l'électricité (7,2 M€) varie à la marge, intégrant la revalorisation du coefficient multiplicateur issu de la loi NOME. L'affaissement des droits de mutation au début et à la fin de l'année 2013 reflète, quant à lui, la fragilité du marché immobilier.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Fiscalité indirecte	70,0 M€	60,7 M€	50,2 M€	59,5 M€	70,3 M€	68,6 M€	60,5 M€
	+ 6,5%	- 13,3%	- 17,3%	+ 18,5%	+ 18,2%	- 2,5%	- 11,7%
Droits de mutation	64,0 M€	53,7 M€	42,0 M€	50,5 M€	60,2 M€	58,3 M€	50,6 M€
	+ 7,2%	- 16,1%	- 21,8%	+ 20,2%	+ 19,3%	- 3,3%	- 13,1%
Taxe Espaces Naturels Sensibles + CAUE + Taxe d'Aménagement	0,3 M€	1,1 M€	1,8 M€	2,8 M€	3,4 M€	3,4 M€	2,6 M€
			+ 114,3%	+ 55,0%	+ 21,9%	+ 0,0%	- 23,5%
Taxe sur l'électricité	5,5 M€	5,6 M€	6,2 M€	6,2 M€	6,6 M€	6,8 M€	7,2 M€
	+ 0,0%	+ 1,8%	+ 10,7%	+ 0,0%	+ 6,5%	+ 3,0%	+ 5,9%
Autres taxes et compensations	0,2 M€	0,3 M€	0,2 M€	- €	0,1 M€	0,1 M€	0,1 M€

Les droits de mutation (taxe départementale et taxe additionnelle) s'élèvent ainsi à 50,6 M€, en repli de 7,6 M€ par rapport à 2012, soit - 13,1 %.



1.1.3. Les dotations de l'Etat (144,5 M€)

Evolution des dotations	2009 M€	2010 M€	2011 M€	2012 M€	2013 M€
Dotations d'investissement	29,0	18,5	17,4	17,4	13,9
<i>Part dans les recettes d'investissement réelles</i>	<i>19,4%</i>	<i>13,8%</i>	<i>24,7%</i>	<i>20,8%</i>	<i>14,2%</i>
Dotations de fonctionnement	129,9	130,8	131,2	131,0	130,6
<i>Part dans les recettes de fonctionnement réelles</i>	<i>24,9%</i>	<i>21,1%</i>	<i>20,5%</i>	<i>19,8%</i>	<i>20,1%</i>
Total dotations	158,9	149,3	148,6	148,4	144,5
<i>Part dans le budget</i>	<i>23,7%</i>	<i>19,8%</i>	<i>20,9%</i>	<i>19,9%</i>	<i>19,3%</i>

Les recettes d'investissement et de fonctionnement, sous forme de concours de l'Etat, représentent 19,3 % du budget départemental en 2013, contre 19,9 % en 2012.

Le montant des dotations d'investissement encaissé (13,9 M€), en retrait de 3,5 M€ (-20,1 %) sur un an, ne constitue plus que 14,2 % des recettes d'investissement réelles du Département.

Le fonds de compensation de la T.V.A. en est le principal composant (9,1 M€), il affiche une diminution de - 3,3 M€ en 2013 en raison de rattrapages exceptionnels sur exercices antérieurs intervenus en 2011 et surtout en 2012.

Le second poste significatif est la Dotation Départementale d'Equipeement des Collèges (D.D.E.C.), gelée à 3,9 M€ depuis 2008.

Les dotations de fonctionnement, qui représentent 20,1 % des recettes réelles du fonctionnement, s'élèvent à 130,6 M€. Elles sont réparties entre la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) pour 126,6 M€ (-0,4 M€) et la Dotation Générale de Décentralisation (D.G.D.) pour 4,0 M€.

1.1.4. Les autres recettes hors emprunt (269,6 M€)

Hormis la fiscalité, les dotations et l'emprunt, les autres recettes s'élèvent à 269,6 M€, dont :

- les recouvrements d'aide sociale : 28,2 M€
- les compensations au titre de l'APA : 15,9 M€ ; de la PCH : 6,2 M€, des MDPH : 0,7 M€
- le Fonds Mobilisation Départemental pour l'Insertion (F.M.D.I.) : 6,4 M€
- le versement de l'Etat pour allocations RSA (T.I.P.P.) : 43,3 M€
- la taxe sur les conventions d'assurance T.S.C.A. : 97,8 M€
- le produit des opérations de crédit revolving : 37,9 M€
- les subventions et recouvrements divers en investissement : 24,4 M€
- les recettes de fonctionnement divers : 8,8 M€.

1.1.5. L'emprunt (60 M€)

En 2013, le recours à l'emprunt s'est élevé à 60 M€ (+20,2 M€). Cette souscription porte le stock de la dette à 485 445 907 € au 31 décembre 2013. Le taux moyen de la dette à cette date a diminué de 2,7 % en 2012 à 2,6 % en 2013, bénéficiant du faible niveau des indices des taux variables.

La structure de l'encours à la fin de l'année présente 44,9 % d'emprunts à taux fixe et 55,1 % d'emprunts à taux variable, dont 1,2 % de taux structurés.

La capacité de désendettement passe de 4,8 ans à 6,5 ans au 31 décembre 2013.

1.2. LES DEPENSES

Présentation fonctionnelle du CA 2013 (dépenses réelles)

	Fonctionnement	Investissement	Total	Part dans le CA	valeur (en €/hab)
Services généraux	103 409 736,88	3 388 672,88	106 798 409,76	13,62%	142
Sécurité	23 218 417,66	49 517,98	23 267 935,64	2,97%	31
dont SDIS	23 205 687,00		23 205 687,00	2,96%	31
Enseignement	18 680 093,87	18 289 377,88	36 969 471,75	4,72%	49
dont collèges	15 919 076,80	17 076 236,39	32 995 313,19	4,21%	44
dont enseignement supérieur	500 770,69	576 665,44	1 077 436,13	0,14%	1
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 087 846,94	12 828 206,42	23 916 053,36	3,05%	32
dont culture	5 586 252,41	2 754 788,37	8 341 040,78	1,06%	11
dont patrimoine	2 365 770,00	6 622 819,66	8 988 589,66	1,15%	12
Prévention médico-sociale	2 424 706,76	506 714,81	2 931 421,57	0,37%	4
dont PMI et planification familiale	1 107 953,79	506 714,81	1 614 668,60	0,21%	2
dont prévention et éducation pour la santé	993 282,84		993 282,84	0,13%	1
Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	201 885 568,45	9 052 021,75	210 937 590,20	26,91%	281
dont famille et enfance	83 406 988,52		83 406 988,52	10,64%	111
dont personnes handicapées	94 004 206,31	912 727,00	94 916 933,31	12,11%	127
dont personnes âgées	19 479 081,73	7 687 689,00	27 166 770,73	3,47%	36
RMI - RMA	240 133,94		240 133,94	0,03%	0
APA	52 704 405,93		52 704 405,93	6,72%	70
RSA	89 335 214,60		89 335 214,60	11,40%	119
Réseaux et infrastructures	10 555 430,18	57 910 108,90	68 465 539,08	8,73%	91
dont routes et voirie	5 501 920,57	44 370 427,68	49 872 348,25	6,36%	67
dont viabilité hivernale	4 288 427,47		4 288 427,47	0,55%	6
Aménagement et environnement	7 546 163,27	8 744 651,28	16 290 814,55	2,08%	22
Transports	32 152 656,12	85 519,20	32 238 175,32	4,11%	43
dont transports scolaires	31 644 222,24		31 644 222,24	4,04%	42
Développement économique	7 760 885,70	15 794 317,23	23 555 202,93	3,00%	31
dont industrie, commerce et artisanat	335 000,00	1 098 360,00	1 433 360,00	0,18%	2
dont développement touristique	3 675 892,92	13 618 496,13	17 294 389,05	2,21%	23
dont Laboratoire Vétérinaire Départemental	698 275,72	77 675,44	775 951,16	0,10%	1
Annuité de la dette	12 140 631,23	39 596 304,68	51 736 935,91	6,60%	69
Opérations non ventilées	2 440 931,21	42 109 187,46	44 550 118,67	5,68%	59
TOTAL	575 582 822,74	208 354 600,47	783 937 423,21	100,00%	1 046

Les dépenses réelles totales s'élèvent à 783 937 423,21 €, dont 37 869 756,06 € d'opérations afférentes aux lignes de trésorerie (37 869 756,06 €).

Concernant le niveau du taux de consommation de l'exercice 2013, il s'élève à 93,1 % toutes dépenses réelles confondues.

Dépenses	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Variation CA	
						%	M€
Investissement	266,9	257,7	228,4	213,7	208,4 €	-2,5%	-5,3
% réalisation	92,6 %	93,1%	90,1%	89,9%	88,9%		
Fonctionnement	521,4	548,2	552,8	565,8	575,6 €	1,7%	9,8
% réalisation	97,3 %	95,6%	97,4%	95,2%	94,7%		
TOTAL	788,3	805,9	781,2	779,5	783,94	0,6%	4,4
% réalisation	95,7 %	94,8%	95,2%	93,7%	93,1%		
<i>Part des investissements</i>	33,9%	32,0%	29,2%	27,4%	26,6%		
<i>Part du fonctionnement</i>	66,1%	68,0%	70,8%	72,6%	73,4%		

Cette situation reflète une évolution de 1,7 % des charges de fonctionnement, lesquelles ont représenté 73,4 % du volume budgétaire en 2013, contre 72,6 % en 2012.

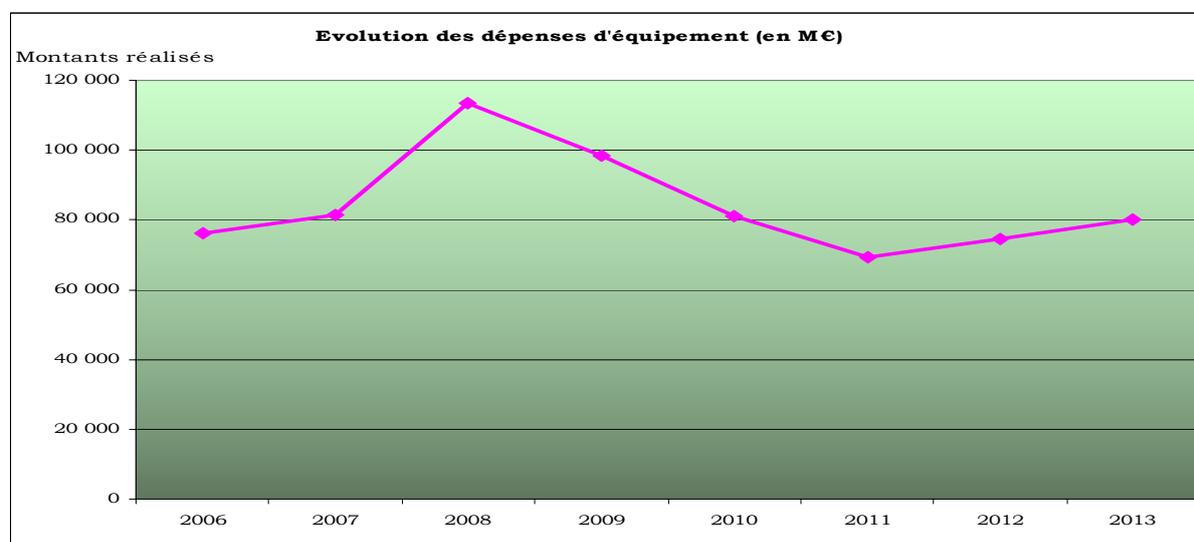
1.2.1.1. Les dépenses d'investissement (208,4 M€)

Dépenses	CA 2009	%	CA 2010	%	CA 2011	%	CA 2012	%	CA 2013	%	Variation N/N-1	
		Réal.	M€	%								
Investissement	266,9	73,20%	257,7	93,07%	228,4	90,19%	213,7	89,92%	208,4	89,92%	-5,3	-2,5%
- équipements directs	98,3		81,1		69,4		74,5		80,0		5,5	7,4%
- subventions	83		76		62,6		51,4		45,4		-6,0	-11,7%
- travaux p/tiers	7,1		5,6		3,9		3,9		4,3		0,4	9,0%
- opérations financières	78,5		95,0		92,5		83,9		78,7		-5,2	-616,0%
<i>dont remboursement de la dette</i>	24,7		33,6		35,8		38,8		39,6		0,8	2,1%
<i>CLTR</i>	47		54,7		50,8		41,5		37,9		-3,6	-8,7%
<i>avances remboursables et autres</i>	6,8		6,6		5,9		3,6		1,3		-2,3	-64,2%

En 2013, le Département a mobilisé 208,4 M€ d'investissement, dont 129,7 M€ de dépenses opérationnelles (hors opérations financières), soutenant ainsi l'économie et l'emploi sur notre territoire.

1.2.1.1.1. Les Equipements Départementaux (80 M€)

Les dépenses d'investissement consacrées aux équipements départementaux ont progressé de 7,4 % (+ 5,5 M€) en 2013.



La décomposition patrimoniale des dépenses se présente comme suit :

Dépenses équipements :	2012		2013	
	74 490 234,56	100,00%	79 982 067,97	100,00%
Réseaux et installations de voirie : Collèges - Travaux, aménagement et installations :	29 690 252,94	39,86%	42 647 569,10	53,32%
Acomptes versés - MOD :	13 921 748,84	18,69%	10 842 356,24	13,56%
Bâtiments publics - Travaux et aménagement :	15 695 315,48	21,07%	11 646 793,76	14,56%
Immobilisations renouvelables :	4 818 444,81	6,47%	3 722 296,89	4,65%
Terrains, plantations et aménagement :	3 156 433,15	4,24%	4 003 934,49	5,01%
Réseaux divers - travaux et aménagement :	339 655,48	0,46%	233 248,69	0,29%
Logiciels et progiciels :	1 523 354,99	2,05%	877 333,09	1,10%
Frais d'études :	656 736,83	0,88%	362 318,29	0,45%
Frais d'insertion :	334 277,31	0,45%	311 271,54	0,39%
Bâtiments privés - Travaux et aménagement :	28 350,00	0,04%	34 394,92	0,04%
Autres immobilisations incorporelles :	4 213 699,04	5,66%	5 299 354,96	6,63%
	111 965,69	0,15%	1 196,00	0,00%

Dans les dépenses relatives aux travaux de voirie, on peut notamment citer le calibrage des RD (3,4 M€ contre 2,6 M€ en 2012), la déviation de Retzwiller (6,8 M€ contre 4 M€ en 2012) et la déviation d'Aspach (8,3 M€ contre 1,5 M€).

Concernant l'investissement dans les collèges, on peut évoquer la reconstruction du collège Bel Air à Mulhouse (4,3 M€), la reconstruction de l'administration et des logements du collège de Fortschwihr (1,3 M€), l'extension-restructuration du collège Dadelsen à Hirsingue (1,7 M€), la restructuration du collège Jean Macé à Mulhouse (2,3 M€) ou encore les travaux du collège Victor Schoelcher d'Ensisheim (1,2 M€).

Les autres dépenses concernent principalement la Médiathèque d'Altkirch (0,4M€), l'antenne territoriale de Munster (0,45 M€) et la maison éclusière de Hirtzfelden (1M€).

Les travaux de réhabilitation de la Maison d'Alsace à Paris ont nécessité le versement de 6,9 M€ d'avances au délégataire (la SEMHA, maître d'ouvrage délégué) au cours de l'année 2013.

1.2.1.2. Les équipements non départementaux et travaux pour compte de tiers (50,9M€)

Les subventions d'investissement versées en 2013 pour un montant de 45,38 M€ représentent 26,62 % de nos dépenses réelles d'investissement (hors revolving), contre 29,82 % en 2012.

Les travaux effectués par notre collectivité pour le compte de tiers se sont élevés à 4,25 € en 2013, contre 3,89 M€ au cours de l'exercice 2012.

Pour l'exercice 2013, 1,25 M€ ont été injectés dans l'économie locale sous la forme de versements d'avances remboursables.

Tableau récapitulatif des aides apportées en investissement par catégorie de bénéficiaires :

Bénéficiaires des subventions d'équipement	2011		2012		2013		Evolution 2012/2013
	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	
Etat	3 719 494,67	5,94%	140 300,00	0,27%	1 767 959,00	3,90%	1160,13%
Régions	30 345,00	0,05%	26 155,00	0,05%	361 034,98	0,80%	1280,37%
Départements		0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	
Communes et structures intercommunales	22 478 118,01	35,91%	19 348 197,13	37,66%	18 244 902,08	40,20%	-5,70%
Autres groupements de collectivités (syndicats mixtes d'aménagement de la montagne)	2 226 401,38	3,56%	2 677 591,49	5,21%	2 960 578,67	6,52%	10,57%
Bailleurs sociaux ...	1 823 048,00	2,91%	1 272 130,00	2,48%	1 396 911,00	3,08%	9,81%
Autres établissements publics locaux (université Haute Alsace, hôpitaux locaux, organismes de logements)	6 857 546,99	10,95%	7 295 013,70	14,20%	5 505 219,44	12,13%	-24,53%
Organismes publics divers (réseau ferré de France, GILFAM, conseils de fabrique, paroisses)	7 269 746,60	11,61%	7 434 375,80	14,47%	4 847 683,47	10,68%	-34,79%
Personnes de droit privé (Ecomusée, musées, sociétés immobilières, associations)	18 195 831,66	29,07%	13 180 355,65	25,66%	10 296 454,90	22,69%	-21,88%
Etablissements scolaires		0,00%		0,00%	0,00	0,00%	
TOTAL	62 600 532,31	100,00%	51 374 118,77	100,00%	45 380 743,54	100,00%	-11,67%

1.2.1.3. Les dépenses financières (77,5M€)

En matière de dette, le recours à l'emprunt s'est élevé à 60 M€ en 2013, contre 39,75 M€ en 2012.

L'encours de la dette au 31 décembre est porté de 464,04 M€ à 485,45 M€ et le remboursement de la dette en capital a évolué de 35,85 M€ à 39,59 M€.

1.2.2. Les dépenses de fonctionnement (575,6M€)

La progression des dépenses réelles de fonctionnement a été maintenue à 1,7 % entre 2012 et 2013.

Evolution des dépenses de fonctionnement de 2009 à 2013 :

Dépenses	CA 2009 Dépenses	CA 2010 Dépenses	CA 2011 Dépenses	CA 2012		CA 2013		Variation N/N-1	
				Dépenses	% Part dans la section	Dépenses	% Part dans la section		
								M€	%
Fonctionnement	521,4	548,2	552,8	565,8	100,0%	575,6	100,0%	9,8	1,72%
- frais financiers (66)	9,6	11,7	13,2	14,9	2,63%	12,1	2,10%	-2,8	-18,79%
- frais de personnel (012)	93,5	98,5	97,5	95,7	16,91%	97,2	16,89%	1,5	1,57%
- entretien voirie	13,9	13,7	10,8	8,9	1,57%	9,8	1,70%	0,9	10,11%
- service incendie	19,2	20,6	21,7	22,7	4,01%	23,2	4,03%	0,5	1,90%
- enseignement	15,5	15,0	14,9	15,5	2,74%	15,7	2,73%	0,2	1,29%
- transport scolaire	28,7	29,9	30,6	31,3	5,53%	31,6	5,49%	0,3	0,96%
- solidarité (hors 012)	279,0	301,9	307,7	318,8	56,34%	329,3	57,21%	10,5	3,29%
*dt : RMI RMA RSA Secours									
(015-017)	65,0	75,7	74,4	75,8		84,7		8,9	11,74%
APA (016)	45,6	48,0	49,3	51,2		52,7		1,5	2,93%
PCH + ACTP	16,0	17,8	19,5	21,1		21,9		0,8	3,79%
- autres interventions	62,0	56,9	56,4	58,0	10,25%	56,7	9,85%	-1,3	-2,24%
dont :									
subventions	38,5	36,7	35,0	35,5	6,27%	33,7	5,85%	-1,8	-5,07%

1.2.2.1. Les frais financiers (12,1 M€)

La part des frais financiers versés s'élève à 12,14 M€ en 2013, contre 14,85 € en 2012, soit une baisse de 2,8 M€.

1.2.2.2. Les frais de personnel (97,2 M€)

Les charges de personnel représentent 16,89 % de l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement en 2013 (proportion identique qu'en 2012). Parallèlement, le volume global des dépenses de personnel a augmenté d'une année sur l'autre de 1,5 M€ soit + 1,57 %.

1.2.2.3. L'entretien de la voirie (9,8 M€)

Les travaux d'entretien du patrimoine routier haut-rhinois ont nécessité en 2013 un montant de 9,8 M€, contre 8,9 M€ pour l'année 2012.

1.2.2.4. L'Enseignement (15,7 M€)

Le budget consacré à l'Enseignement s'élève à 15,7 M€ en 2013, contre 15,5 M€ en 2012. Ces dépenses sont composées principalement des dotations de fonctionnement aux collèges. En 2013, les collèges publics ont bénéficié de dotations à hauteur de 10,6 M€ et les collèges privés de 4,5 M€.

1.2.2.5. Le SDIS (23,2 M€)

La collectivité a contribué en 2013 au fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours à hauteur de 23,2 M€ (+1,9 %).

1.2.2.6. Les transports scolaires (31,6M€)

L'organisation et le financement des transports scolaires a nécessité une enveloppe de 31,6 M€ en 2013 (contre 31,3 M€ en 2012).

1.2.2.7. La Solidarité (329,3 M€)

La part des dépenses sociales, compétence générale exercée par le Département depuis la décentralisation, représente 57,21 % des charges de fonctionnement, contre 56,34 % en 2012.

Le compte administratif de la Direction de la Solidarité affiche un montant total de dépenses de fonctionnement pour 2013 de 339,8 M€ (y compris les salaires des assistantes familiales et les subventions), soit + 2,88 % par rapport à 2012. Le taux de consommation des crédits inscrits est de 99,2 %.

Les dépenses en faveur de la politique Santé (essentiellement les prophylaxies) et de la Protection Maternelle et Infantile se sont élevées à 2,4 M€.

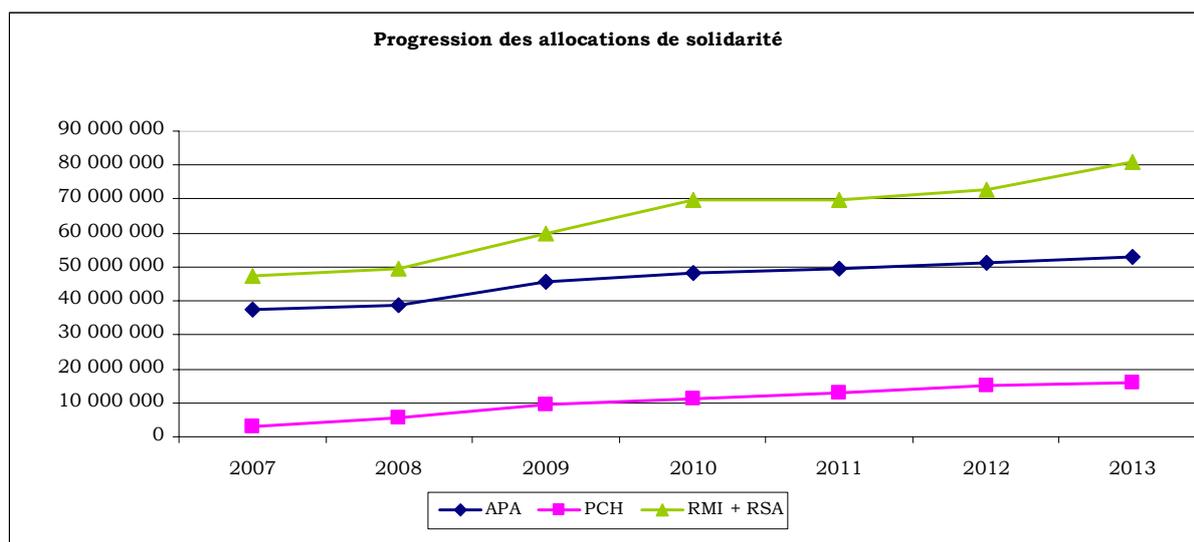
L'Aide sociale à l'Enfance a nécessité 80,58 M€ de crédits en 2013 (81,07 M€ en 2012).

L'Aide aux Personnes Agées s'est élevée en 2013 à 72,16 M€, dont 52,77 M€ pour le versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et 17,90 M€ pour l'Aide Sociale à l'Hébergement. Les dépenses d'allocations de l'APA ont progressé de 3,04 % entre 2012 et 2013.

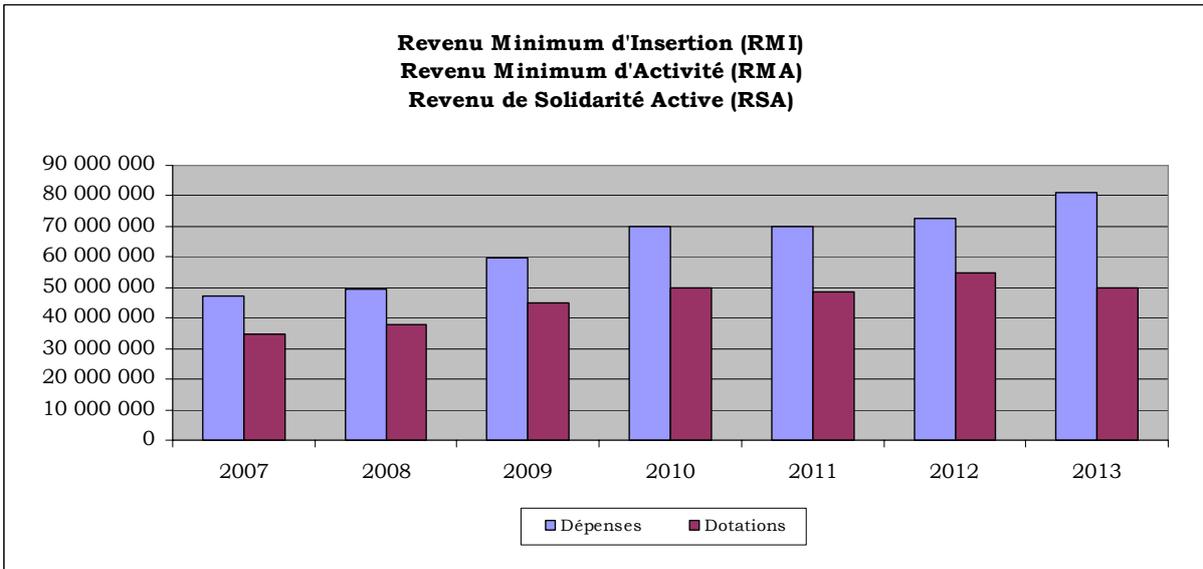
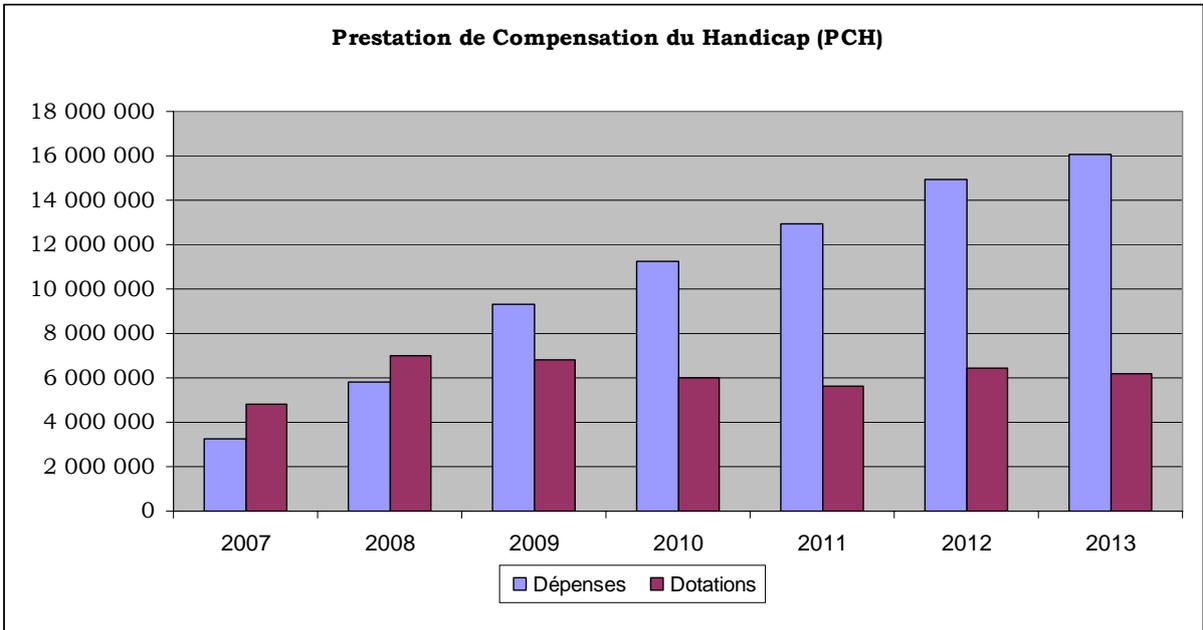
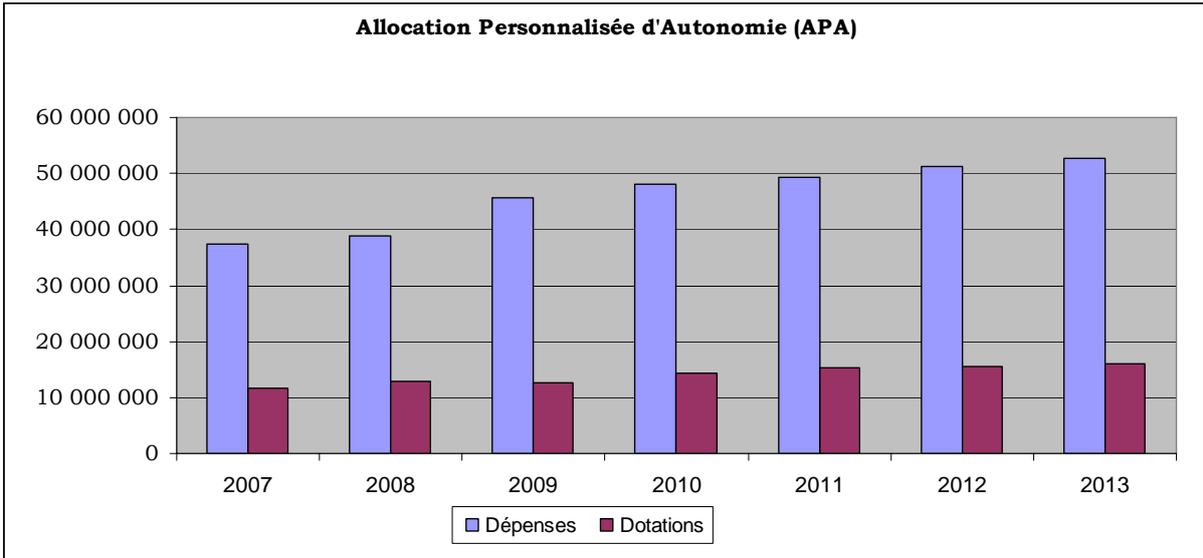
La Prestation de Compensation du Handicap a ralenti son rythme de progression en 2013 (+7,74 %), contre +15,39 % en 2012. Elle s'élève à 16,06 M€ pour l'année 2013, ce qui porte les dépenses totales du Département en faveur des Personnes Handicapées à 92,15 M€ (+2,07 %).

Les dépenses destinées à l'Insertion se montent à 84,23 M€ en 2013, dont 81,06 M€ concernent les allocations du Revenu de Solidarité Active (RSA). Ce poste de dépenses affiche une augmentation de 11,53 % par rapport à 2012 (+ 8,4 M€).

Evolution des allocations de Solidarité de 2006 à 2013 :



Le différentiel entre les dépenses sociales du Département et leurs compensations par l'Etat ne cesse de progresser :



ECARTS ENTRE LES DEPENSES SOCIALES ET LES COMPENSATIONS :

en M€	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
APA	-25,93	-26,02	-32,95	-33,66	-34,06	-35,55	-36,85
PCH	1,60	1,18	-2,50	-5,29	-7,28	-8,44	-9,89
RMI + RSA	-12,66	-11,44	-14,95	-20,03	-21,16	-22,66	-31,02
TOTAUX	-36,99	-36,28	-50,39	-58,97	-62,51	-66,65	-77,76

*hors régularisation excepté de 4,7 M€

1.2.2.8. Les Subventions (33,7 M€)

Le montant des subventions de fonctionnement versées en 2013 s'élève à 33,7 M€.

Tableau récapitulatif des aides apportées en fonctionnement par catégorie de bénéficiaires :

Bénéficiaires des subventions de fonctionnement	2011		2012		2013		Evolution 2012/2013
	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	
Etat	160 000,00	0,46%	150 000,00	0,42%	150 000,00	0,44%	0,00%
Région	31 124,17	0,09%	160 715,83	0,45%	74 000,00	0,22%	-53,96%
Départements		0,00%		0,00%	12 971,00	0,04%	
Communes et structures intercommunales	2 822 655,94	8,05%	3 129 609,62	8,81%	3 075 409,99	9,11%	-1,73%
Autres groupements de collectivités (syndicat mixte aménagement du Hohlandsberg, ...)	873 539,79	2,49%	871 631,00	2,46%	944 870,00	2,80%	8,40%
SPIC	8 000,00	0,02%		0,00%	8 000,00	0,02%	
Autres établissements publics locaux (lycées, universités, chambre des métiers, collèges)	3 515 555,80	10,03%	3 434 052,25	9,67%	3 251 684,00	9,64%	-5,31%
Organismes publics divers (parc naturel régional des ballons des Vosges, chambre d'agriculture, CNASEA, établissements pénitentiaires, centres hospitaliers, ...)	1 270 602,02	3,63%	1 187 452,28	3,34%	1 317 895,00	3,91%	10,99%
Personnes de droit privé (CAHR, ADAUHR, association départementale du tourisme du Haut-Rhin, CDMC, les Dominicains de Haute Alsace, centre sportif régional Alsace, associations, ...)	26 362 849,37	75,23%	26 570 420,70	74,84%	24 910 563,63	73,82%	-6,25%
TOTAL	35 044 327,09	100,00%	35 503 881,68	100,00%	33 745 393,62	100,00%	-4,95%

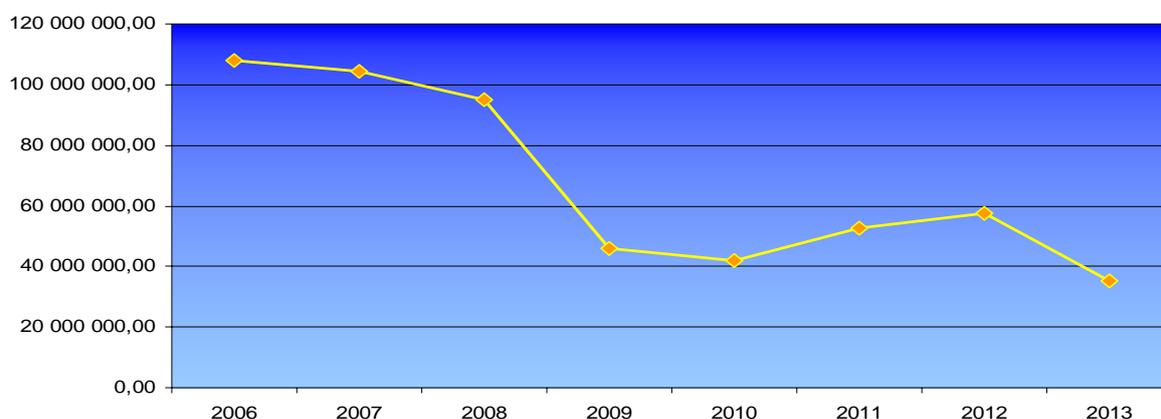
1.2.3. L'autofinancement

En 2013, le taux de couverture (dépenses d'équipement direct sur l'autofinancement net) est de 43,8 %, contre 77,4 % en 2012.

Pour mémoire l'autofinancement net est le solde des opérations réelles de fonctionnement auquel on retranche le montant des remboursements en capital de la dette de l'année.

L'épargne nette a baissé de manière significative en passant de 57,65 M€ en 2012 à 35,06 M€ en 2013.

Evolution de l'autofinancement net



1.2.4. La situation des AP et AE

Le Département a décidé, dès 1999, de présenter son budget d'investissement sous la forme d'autorisations de programmes (AP) et d'apporter ainsi une vision pluriannuelle des investissements projetés. Ces autorisations de programme, ainsi que les autorisations d'engagements (AE) pour la section de fonctionnement, constituent un engagement politique des opérations à réaliser.

La synthèse des AP / AE et CP réalisée fin 2013 laisse apparaître la situation suivante :

➤ Cumul des AP et AE votées :	1 395,01 M€
➤ Cumul des CP réalisés :	905,31 M€
Reste à financer dans les prochaines années :	489,70 M€, soit 35,10 %

2. LA DETERMINATION DU RESULTAT

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat (56 368 714,14 €) qui est constitué par le cumul du résultat de l'exercice 2013 (2 456 636,27€) et du résultat reporté (53 912 077,87 €).

2.1. LES RESTES A REALISER

Les restes à réaliser en investissement correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission de titre.

Or dans la mesure où les opérations gérées en AP/CP, ainsi que la dette, sont exclues des restes à réaliser d'un point de vue comptable, il n'y a pas lieu de constater de restes à réaliser à ce niveau.

Le montant constaté des restes à réaliser de la section de fonctionnement correspond aux engagements existants avant la clôture de l'exercice sur les subventions et participations votées, soit 696 407,76 €, dont les éléments justificatifs sont annexés au Compte Administratif.

2.2. LE SOLDE D'EXECUTION

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice 2013 (écritures réelles et d'ordre) et du résultat reporté.

Le besoin de financement de la section d'investissement a été couvert lors de l'affectation provisoire du résultat excédentaire de la section de fonctionnement au moment du vote du Budget Primitif 2014.

	<u>Réalisées</u>
Dépenses d'investissement	318 130 802,46 €
Recettes d'investissement	298 321 489,99 €
	<hr/>
Solde d'exécution (besoin de financement)	<u>-19 809 312,47 €</u>
Solde de fonctionnement disponible	76 178 026,61 €
	<hr/>
RELIQUAT NET	<u>+56 368 714,14 €</u>

Le compte de gestion du Payeur Départemental présente un résultat différent aux sections de fonctionnement et d'investissement provenant d'une gestion hors taxe des dépenses et recettes du Laboratoire Vétérinaire Départemental. C'est celui-ci qu'il convient de retenir.

COMPTE DE GESTION

Solde d'exécution d'investissement	- 19 809 312,47 €
Solde de fonctionnement disponible	+ 76 179 944,68 €
RELIQUAT NET	+ 56 370 632,21 €

(Affectation réalisée à titre provisoire dans le cadre du BP 2014)

3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

3.1. BUDGET PRINCIPAL

1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	208 354 600,47	136 156 118,52	-72 198 481,95
Fonctionnement	575 582 822,84	650 237 941,06	74 655 118,22
Total des opérations réelles	783 937 423,31	786 394 059,58	
Solde des opérations réelles			2 456 636,27

2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	72 731 726,57	125 120 896,05
Fonctionnement	58 740 761,03	6 351 591,55
Total des opérations d'ordre	131 472 487,60	131 472 487,60

3. Résultat 2012

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	37 044 475,42	37 044 475,42	0,00
Fonctionnement		53 912 077,87	53 912 077,87
Solde du résultat 2009			53 912 077,87

4. Résultat net du CA 2013

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	318 130 802,46	298 321 489,99	-19 809 312,47
Fonctionnement	634 323 583,87	710 501 610,48	76 178 026,61
Volume budgétaire	952 454 386,33	1 008 823 100,47	
Résultat			56 368 714,14

3.2. CITE DE L'ENFANCE

1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	69 943,47	340 000,00	270 056,53
Fonctionnement	3 439 371,23	3 617 490,98	178 119,75
Total des opérations réelles	3 509 314,70	3 957 490,98	
Solde des opérations réelles			448 176,28

2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	1 787,00	131 426,57
Fonctionnement	131 426,57	1 787,00
Total des opérations d'ordre	133 213,57	133 213,57

3. Résultat 2012

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement		87 690,77	87 690,77
Fonctionnement		145 306,00	145 306,00
TOTAL	0,00	232 996,77	232 996,77

4. Résultat net du CA 2013

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	71 730,47	559 117,34	487 386,87
Fonctionnement	3 570 797,80	3 764 583,98	193 786,18
Volume budgétaire	3 642 528,27	4 323 701,32	
Résultat			+ 681 173,05

3.3. LE VOLUME GLOBAL

Le volume budgétaire global de la collectivité, tel qu'il apparaît au compte administratif, s'élève à **956 096 914,60 €** en dépenses et à **1 013 146 801,79 €** en recettes, soit un résultat excédentaire global de **57 049 887,19 €**, dont **56 368 714, 14 €** pour le budget principal et **681 173,05 €** pour le budget annexe de la Cité de l'Enfance.

Le résultat du budget principal à retenir est celui figurant dans le compte de gestion du Payeur Départemental, soit **56 370 632,21 €**.

CONCLUSION

Au final, il est intéressant de comparer l'évolution des exercices 2011 à 2013 pour bien comprendre le schéma d'ensemble du financement des investissements :

(en M€)

CHAINE DE L'EPARGNE	2011	2012	2013
+ Produits de fonctionnement	641,32	662,33	650,24
- Charges de fonctionnement	539,60	550,98	563,44
EPARGNE DE GESTION	101,72	111,35	86,80
- intérêts de la dette (cptes 66)	13,24	14,85	12,14
EPARGNE BRUTE	88,48	96,50	74,66
- Capital de la dette (cptes 1641 16441)	35,78	38,85	39,60
EPARGNE NETTE	52,70	57,65	35,06
FINANCEMENT INVESTISSEMENT			
+ Dépenses d'investissement (hors remboursement d'emprunt en capital et 1068)	141,81	133,41	130,89
- Epargne nette	52,70	57,65	35,06
- Recettes d'investissement hors emprunt	40,57	43,86	38,29
- Emprunt	70,00	39,74	60,00
<i>soit, Financement total</i>	<i>163,27</i>	<i>141,25</i>	<i>133,35</i>
= Variation de l'exédent global de clôture (résultat annuel)	21,45	7,85	2,46
REPORT de l'exédent de N-1	24,12	45,57	53,91
RESULTAT CUMULE	45,57	53,42	56,37

D'une manière générale, on constate que :

- **notre épargne nette diminue de 22,59 M€ entre 2012 et 2013, étant précisé que l'accroissement du remboursement en capital y participe à hauteur de 0,75 M€,**
- **les dépenses d'investissement (et donc le besoin de financement) demeurent constantes, soit 130,89 M€ (en y intégrant notamment les avances remboursables).**

Concernant la structure du financement des investissements, on observe que :

- **Le financement par les recettes propres de la section d'investissement (38,29 M€ en 2013), oscille aux alentours des 30%,**
- **C'est donc principalement la baisse de la participation de l'épargne nette de l'année au financement des investissements (32,6 M€ sur 35,06 M€ d'épargne nette en 2013, contre 49,8 M€ en 2012) qui nous a contraint de recourir davantage à l'emprunt,**
- **La variation de l'excédent global de clôture (le résultat annuel ou l'épargne nette qui n'a pas été utilisé dans l'année) ne représente que 7 % de l'épargne nette en 2013, contre 14 % en 2012.**

Je vous propose donc :

- d'arrêter le compte administratif pour l'exercice 2013,
- et de me donner acte de la communication des données prévues par la loi pour accompagner la comptabilité départementale de l'exercice écoulé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, with a small 'u' and 'n' visible below the vertical line.

Charles BUTTNER

COMPTE ADMINISTRATIF 2013

ANNEXE à la Délibération

	Budget principal	Budget annexe	Balance globale
Dépenses			
Fonctionnement	634 321 665,80	3 570 797,80	637 892 463,60
Investissement	318 130 802,46	71 730,47	318 202 532,93
Recettes			
Fonctionnement	710 501 610,48	3 764 583,98	714 266 194,46
Investissement	298 321 489,99	559 117,34	298 880 607,33
* Excédent brut cumulé	56 370 632,21	681 173,05	57 051 805,26

Le compte administratif 2013 qui retrace l'exécution budgétaire du Budget principal est présenté toutes taxes comprises, y compris les dépenses et recettes du Laboratoire Vétérinaire Départemental. Cependant, les écritures passées dans ce cadre doivent être prises en charge hors taxes. Ainsi, les montants repris ci-dessus et retenus pour la constatation du résultat.